

**Haïti : « Ce n'est pas une lutte contre le pouvoir ; c'est une
lutte contre le système »**

<https://www.contretemps.eu> redaction
Depuis début juillet 2018, Haïti vit dans un climat insurrectionnel. Le pays a été paralysé à trois reprises – les rues barricadées, la circulation bloquée, les activités commerciales en berne –, dont la dernière fois, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.

Le double détonateur fut, au cours de l'été 2018, l'annonce de l'augmentation du prix de l'essence – mesure imposée par le FMI – et une photo postée sur twitter d'un homme, les yeux bandés, portant un carton sur lequel était écrit, en créole : « où est l'argent de Petrocaribe ? ». Grâce à cet accord régional, Haïti a en effet bénéficié, entre 2008 et 2018, de l'achat du pétrole vénézuélien à un taux préférentiel, qui aurait dû lui permettre d'investir dans des programmes sociaux. Las, l'essentiel des 4,2 milliards de dollars de Petrocaribe a été détourné par la classe dirigeante et par la caste politique.

La contestation sociale contre l'augmentation des prix, et la vie chère, en général, a convergé avec le refus de la corruption et de l'impunité. Le mouvement s'est radicalisé en conséquence. Dès lors, au-delà de la démission du président actuel, Jovenel Moïse, et d'un procès pour juger les corrompus, c'est une « transition de rupture » qui est réclamée depuis des mois. Nou pap dòmi [Nous ne dormons pas], né 2018, constitue le plus connu et le plus puissant des collectifs citoyen anti-corruption.

Dans cet entretien réalisé à Port-au-Prince par Frédéric Thomas, chargé d'étude au [Centre Tricontinental](#), Gilbert Mirambeau Jr.¹ et Pascale Solages², figures centrales du collectif Nou pap dòmi reviennent sur manifestations actuelles en Haïti.

Il y a eu une « Déclaration commune pour un gouvernement de sauvetage national » signée par une centaine d'organisations. Mais pas par Nou pap dòmi ?

Pascale : « Nous avons rencontré toutes ces organisations. Nous nous rejoignons sur la fin du mandat de Jovenel Moïse et sur la nécessité d'une transition. Là-dessus, il y a un très large consensus. Mais nous n'avons pas signé, sur base de nos valeurs et principes, parce que nous voulons maintenir notre indépendance et que, dès le départ, nous avons dit que Nou pap dòmi ne participerait pas à la transition ».

Gilbert : « Ce n'est pas possible pour nous que certains des acteurs, comme des partis politiques, qui ont participé à ce système et dont certains sont impliqués dans des affaires louches, fassent partie de la transition. Une partie d'entre eux voient dans la transition une manière de gagner une légitimité. Nous voulons nous concentrer sur les gens, sur les citoyens, qui sont à la base de toute transition réussie, originale et cohérente ».

Le thème de la citoyenneté apparaît comme un leitmotiv pour vous ?

Gilbert : « On en parle beaucoup, parce qu'on a perdu le sens de la citoyenneté. Il faut ramener les gens à la réalité, les pousser à s'impliquer, à ce qu'ils se rendent compte qu'ils ont des droits et des devoirs. Auparavant, ils pensaient qu'ils passaient après le pouvoir. Je crois qu'il faut agiter l'espace public davantage en vue de réconcilier la citoyenneté avec l'exigence que requiert une politique saine, et faire de la politique autrement ».

Pascale : « Les gens expriment la citoyenneté d'une certaine manière, mais pas dans toutes ses dimensions, au quotidien. Beaucoup de ceux qui ont manifesté ces derniers mois n'ont pas été votés. Avant, ils descendaient dans la rue quand une décision de l'État les affectait directement, mais nombre de décisions qui les touchaient indirectement passaient inaperçues ; ils ne se sentaient pas concernés. Ce n'est pas un hasard : c'est aussi le fruit d'une éducation où on ne leur apprend pas à être citoyens ».

N'est-ce pas aussi le fruit de la distance avec la classe politique ?

Pascale : « La plupart des hommes politiques viennent de provinces, vivent au milieu des gens. Ce sont des notables, jouissant d'un peu de popularité. Le vote n'est pas le fruit d'une analyse, d'une décision rationnelle, encore moins d'un programme – les partis politiques n'ont pas de programme ; c'est un vote émotionnel, qui dépend de la proximité, du pouvoir de l'argent et de la violence. C'est moins une distance élitiste qu'une distance entre la réalité de la classe politique et ce qu'elle devrait représenter ».

Gilbert : « Le parlement est totalement décrié. C'est devenu simplement un espace pour s'enrichir. D'ailleurs, en Haïti, avec les armes et la drogue, la politique est l'un des principaux moyens de s'enrichir. La classe politique n'est pas au service de la population ; c'est plutôt le contraire : la population est au service de la classe politique ».

Pascale : « Malheureusement, le secteur politique est le plus corrompu. Mais nous n'avons pas la naïveté de penser que les autres secteurs sont naturellement propres. Depuis 20 ans, il n'y a pas de politiques qui ont été mises en place au profit de la population, mais ces huit dernières années [soit à partir du gouvernement de Michel Martelly, 2011-2016], elles ont été catastrophiques. Tout est au rouge : la corruption s'est institutionnalisée, et les institutions ont été déstructurées. Cela a été la stratégie du PHTK [parti au pouvoir depuis 2011, et auquel appartiennent Michel Martelly et Jovenel Moïse]. C'est comme la Caravane du changement de Jovenel Moïse : personne ne sait quel est son budget et ne peut demander des comptes ».

Gilbert : « L'absence de transparence totale, aucune reddition de compte et l'arrogance sont devenues des faits normaux, tolérables et tolérés en Haïti ».

Quelle marge de manœuvre avez-vous alors ? Être un groupe de pression, créer un parti ?

Pascale : « Tout le monde aimerait bien qu'on reste ce groupe de pression, et qu'on les laisse faire de la politique comme toujours. Mais l'échiquier et la dynamique politique vont changer, ont déjà commencé à changer. Il faut compter avec nous. On veut peser sur la transition et faire la politique autrement. Nous ne sommes pas dans un combat sur le court terme ; nous sommes engagés dans un marathon ».

Gilbert : « Ce n'est pas une transition électoraliste que nous visons. Si on a des élections dans quatre mois, c'est déjà un mauvais signal, qui ne répond pas aux revendications de transition et de rupture ».

Comment faire pour que la lutte ne soit pas confisquée, capturée par les acteurs traditionnels ?

Pascale : « Mais avons-nous les armes pour empêcher cela ? Ces acteurs sont bien là. Il n'existe pas une formule pour les faire disparaître. Encore une fois, c'est un travail sur le temps : avancer par divers petits bouts à la fois avec un travail d'éducation, offrir une alternative, briser le silence, en finir avec le déni, etc. Il ne s'agit pas de passer le flambeau à une autre équipe gouvernante. On ne veut pas réduire notre combat à une lutte contre le pouvoir ; c'est une lutte contre le système. C'est pourquoi on parle de rupture et de transition ».

Gilbert : « Les premières étapes de cette transition sont la démission de Jovenel Moïse, la publication de l'intégralité du rapport de la Cour supérieure des comptes sur Petrocaribe – il y a encore des gros poissons : Martelly, Laurent Lamothe [ancien premier ministre] qui n'ont pas été indexés dans les rapports précédents – et la tenue du procès. À moyen terme, il faut l'implication des citoyens dans la vie politique ».

Arrivez-vous à ne pas vous couper des quartiers populaires ?

Gilbert : « Nous étions programmés pour partir vivre à l'étranger et pérenniser le statu quo. L'État nous a séparés, nous a divisés ; il ne faut pas recréer cette distance, mais plutôt construire une proximité de collaboration et d'engagement ».

Pascale : « Même si ce n'est pas notre réalité [les quartiers populaires], il y a tout un travail de déconstruction à faire. Par exemple, nous réfléchissions pour organiser quelque chose pour le premier anniversaire du massacre de La Saline³. Il y avait plein d'idées. Puis, on a dit : « non ». Ce qu'il faut faire, c'est aller là-bas, savoir ce que les gens sur place veulent faire, et les soutenir, participer à leur manifestation ».

Vous parlez de réorientation économique. Comment a-t-elle émergé de vos revendications et est-ce un point de clivage avec les autres groupes ?

Gilbert : « Elle est venue naturellement, car c'est une réalité quotidienne. Il y a un ras-le-bol généralisé. Les richesses doivent être redistribuées et investies dans le pays, les grandes entreprises doivent payer plus d'impôt. Mais la question économique est aussi un facteur de blocage avec d'autres acteurs ».

Pascale : « Tout est pratiquement privatisé en Haïti. Quasi toutes nos écoles sont privées, sans moyen et coûtent chers. L'enseignement supérieur est médiocre. Les jeunes n'ont que très peu accès à une formation, et quand ils l'ont, le marché du travail n'est pas en mesure de leur offrir un salaire ou un emploi. Ou alors c'est du chômage déguisé. Quand tu regardes le salaire moyen de l'administration publique, tu te rends compte que tu ne peux pas vivre avec ça ».

Gilbert : « Un policier gagne 200\$ [187 euros] par mois, tu comprends qu'il soit facilement instrumentalisé... On est totalement abandonné par l'État, obligé de s'organiser en dehors de lui pour avoir de l'eau, de l'électricité, pour la gestion des déchets, pour tous les services

Pascale : « Les revendications sociales urgentes se sont greffées sur le rejet de la corruption et ont amplifié le mouvement ».

Comment faites-vous pour maintenir l'intensité de la mobilisation ?

Gilbert : « On doit se donner de belles tapes dans les fesses pour rester mobilisés [rires] ! Mais on est tous clairs sur un point : « si on ne fait rien, on est foutu ». Ce sont les crises successives qui ont abouti à la situation actuelle. Rester dans le silence, c'est être complice de ce qui se passe et cela affecte nos vies et celles de nos enfants. On doit se structurer davantage et s'organiser, et que les gens soient toujours dans le battement des activités ».

Pascale : « Mais on ne se construit pas seulement dans des actions ; on se construit pour durer. Et pour cela, il faut aussi se penser et penser stratégiquement. Et voir vers où on veut aller en tant que société ».

Gilbert : « On veut construire la mobilisation, s'étendre dans tout le pays pour informer, s'informer, s'organiser, mutualiser et grandir. Nous voulons retourner à cette culture du vivre ensemble, de solidarité naturelle, ce modèle d'organisation ancestrale que nous portons tous en nous, particulièrement en province, le lakou »⁴.

Pascale : « C'est quelque chose qu'on a pu observer le 12 janvier [2010]. Au milieu du chaos, le concept de lakou est naturellement remonté au sein de la population haïtienne, qui s'est auto-organisée, qui s'est montrée solidaire. Ce n'est pas anodin. Dès que l'aide internationale est arrivée, avec le cash-for-work [argent contre travail], on a reperdu, oublié le lakou ».

Qui soutient encore le président haïtien ?

Pascale : « Il n'y a pas un secteur qui soutient Jovenel Moïse, mais des fragments. Il a principalement deux appuis : une partie de ce que l'on peut appeler l'oligarchie, qui a pris en otage l'État, et l'international ».

Gilbert : « Un groupe du secteur privé, surtout actif dans l'import-export, et représenté par les plus riches familles, a capturé l'État. Le pays brûle ? Ce n'est pas leur problème, ils investissent leur argent aux États-Unis, en République dominicaine ou dans leur pays d'origine. Pourquoi ça changerait ? ».

Ces derniers mois, des explosions sociales similaires à celles à l'œuvre en Haïti sont apparues au Chili, en Équateur, en Algérie, au Liban, etc. Vous en êtes-vous inspirés ?

Gilbert : « Ce sont eux qui se sont inspirés de nous ! [rires] ».

Pascale : « Il y a plein de ressemblances. C'est un réveil généralisé. On ne peut plus et on ne veut plus payer la facture de la corruption, des inégalités, de l'exclusion. Nous ne

Gilbert : « Ce réveil planétaire, c'est aussi un signal que le système capitaliste est arrivé – on l'espère – à sa fin. En Haïti, cela a commencé les 6-7 juillet [2018] quand le FMI [Fonds monétaire international] a dit qu'il fallait augmenter le prix de l'essence. C'est leur stratégie pour qu'on continue à importer, et nous maintenir dans la dépendance. C'est leur pratique de toujours, mais là, on a dit : « non ». D'autres revendications sont venues se rajouter. Mais comme disait Pascale, on veut vivre. Nous, même si on arrive à survivre, on commence à sentir la crise passer ».

Pascale : « Quand tu vas au supermarché, tu prends juste le strict nécessaire. Mais pour la majorité de la population haïtienne, cela fait longtemps qu'ils n'ont plus ce strict nécessaire ».

Gilbert : « Et il y a cette arrogance de la classe dirigeante, ce « je m'en foutisme »... Le dénominateur commun à toutes ces luttes dans le monde, c'est l'ancrage dans la corruption et la vie chère. Mais en Haïti, il y a, en plus, l'impunité. Et c'est notre plus gros problème, parce que la corruption dure à cause de l'impunité ».

Pascale : « Pour contrecarrer tout cela, il faut un levier politique, avec un système de justice fort, des citoyens conscientisés et engagés. Il faut construire un autre État, une alternative, sur base d'une nouvelle vision de la politique, d'une autre manière de faire de la politique. C'est pour cela qu'on parle de transition de rupture et de refondation ».

Entretien publié initialement sur :

<https://www.cetri.be/Haiti-Ce-n-est-pas-une-lutte>

références

références

↑ 1 *Gilbert Mirambeau Jr. est cinéaste canado-haïtien. Le 14 août 2018, une photo de lui, les yeux bandés, tenant une pancarte demandant où était passé l'argent de Petrocaribe sur Twitter allait marquer le signal d'un mouvement social inédit en Haïti.*

↑ 2 *Pascale Solages est l'une des membres fondatrices de l'organisation féministe haïtienne Nèges Mawon [Noirs marrons].*

↑ 3 *Le mardi 13 novembre 2018, dans le quartier populaire de La Saline à Port-au-Prince, septante et une personnes (deux autres sont portées disparues) sont assassinées, de nombreuses maisons détruites et onze femmes violées. Ce crime reste impuni à ce jour. Des rapports nationaux et internationaux mettent en évidence la complicité de l'État haïtien dans ces exactions. Voir à ce sujet, le rapport du RNDDH, <http://rnddh.org/content/uploads/2018/12/8-CP-La-Saline-bilan-r%C3%A9vis%C3%A9-20Dec2018.pdf>.*

↑ 4 *Le lakou désigne un ensemble de maisons autour d'une cour (d'où son nom), et, par extension, l'organisation communautaire des familles qui y résident. Le lakou trouve son origine dans l'histoire et, plus particulièrement, dans la résistance des paysans et paysannes au modèle des plantations.*